

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/7
19 novembre 1999

(99-5000)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Troisième session
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

RÉUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES MESURES INTÉGRÉES EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE DES PAYS LES MOINS AVANCÉS

Rapport du Directeur général sur le suivi de la Réunion de haut niveau

I. INTRODUCTION

1. La Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés¹ (la Réunion de haut niveau), qui s'est tenue à l'OMC à Genève les 27 et 28 octobre 1997, visait à dynamiser l'action menée pour intégrer davantage les pays les moins avancés dans le système commercial multilatéral.² Le présent rapport a pour objet d'indiquer les progrès accomplis depuis la réunion. Il s'articule autour de cinq grands thèmes: l'accès aux marchés offert aux pays les moins avancés, le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce, l'accession à l'OMC, les examens des politiques commerciales des pays les moins avancés dans le cadre de l'OMC et les technologies de l'information au service des projets de développement.

2. Un précédent rapport a été présenté par le Directeur général à la Conférence ministérielle de Genève.³

¹ La Réunion de haut niveau s'est tenue conformément au mandat énoncé dans la Déclaration ministérielle de Singapour, où les Ministres ont dit ce qui suit:

"Nous restons préoccupés par les problèmes des pays les moins avancés et nous sommes convenus:

- d'un Plan d'action, y compris de dispositions permettant de prendre des mesures positives, par exemple l'admission en franchise, sur une base autonome, visant à améliorer la capacité globale de ces pays de profiter des possibilités offertes par le système commercial;
- de faire en sorte que le contenu du Plan d'action soit opérationnel, par exemple en améliorant les conditions concernant l'investissement et en offrant des conditions d'accès aux marchés prévisibles et favorables pour les produits des PMA, d'encourager l'expansion et la diversification des exportations de ces pays vers les marchés de tous les pays développés, et dans le cas des pays en développement concernés dans le contexte du Système global de préférences commerciales; et
- d'organiser une réunion avec la CNUCED et le Centre du commerce international le plus tôt possible en 1997, avec la participation des organismes d'aide, des institutions financières multilatérales et des pays les moins avancés, pour favoriser une approche intégrée des moyens d'aider ces pays à accroître leurs possibilités d'échanges commerciaux."

² Le rapport de la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés est reproduit dans le document WT/LDC/HL/23. Les notes relatives au déroulement de cette réunion sont reproduites dans les documents WT/LDC/HL/M/1 et Add.1.

³ Document WT/MIN(98)/2 du 28 avril 1998.

II. ACCÈS AUX MARCHÉS

3. La Réunion de haut niveau visait notamment à encourager l'amélioration de l'accès aux marchés pour les produits en provenance des pays les moins avancés. À cette occasion, les Membres de l'OMC ont donc été invités à annoncer les mesures autonomes qu'ils avaient prises ou prendraient afin de renforcer l'accès aux marchés pour les importations en provenance des pays les moins avancés.⁴ Plusieurs pays développés et pays en développement Membres ont fait de telles annonces⁵ et, depuis la Réunion de haut niveau, le Secrétariat de l'OMC a reçu sept communications ayant trait à l'accès aux marchés pour les exportations des pays les moins avancés.⁶

4. Certains pays en développement Membres se sont inquiétés de l'existence d'un fondement juridique les autorisant à accorder un traitement préférentiel aux produits originaires des pays les moins avancés. À la suite de consultations, un projet de dérogation "générale" à l'article premier du GATT a été adopté par le Conseil général le 15 juin 1999.⁷ Depuis lors toutefois, il n'y a eu aucune nouvelle notification de l'élargissement de l'accès aux marchés pour les produits en provenance des pays les moins avancés.

5. La question de l'accès aux marchés offert aux pays les moins avancés est à l'étude dans le cadre de l'organe préparatoire de la troisième Conférence ministérielle de Seattle. Les pays les moins avancés ne représentent en tant que groupe que quelque 0,5 pour cent du commerce mondial. L'élimination des obstacles à leurs échanges ne constituerait une menace grave pour aucun des Membres de l'OMC et j'espère sincèrement que cette initiative pourra être adoptée à Seattle.

6. Toutefois, l'accès aux marchés à proprement parler n'est qu'un aspect de la question. Les délégations des pays les moins avancés ont insisté à maintes reprises sur les difficultés auxquelles ils doivent faire face en raison de l'insuffisance de leur capacité d'offre et, par conséquent, sur la nécessité d'assurer le renforcement des capacités. Le Cadre intégré (section III du présent rapport) a pour but d'aider à apporter une assistance dans ce sens.

III. LE CADRE INTÉGRÉ

7. Les participants à la Réunion de haut niveau de 1997 ont avalisé le Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce, y compris pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles, en vue d'aider les pays les moins avancés dans leurs activités commerciales et liées au commerce⁸ (Cadre intégré). Les six organisations participant au Cadre intégré sont la Banque mondiale, le CCI, la CNUCED, le FMI, l'OMC et le PNUD.

⁴ Les Membres ont également été invités à en notifier les détails aux secrétariats de l'OMC et de la CNUCED dès que possible.

⁵ Il s'agissait des Membres suivants: Communautés européennes, Maroc, États-Unis, Maurice, République de Corée, Singapour, Inde, Suisse, Afrique du Sud, Thaïlande, Malaisie, Égypte et Turquie; leurs réponses sont reproduites dans la Note sur la réunion (WT/LDC/HL/M/1).

⁶ Ces notifications ont été présentées par la Turquie (WT/COMTD/W/39), les Communautés européennes (WT/COMTD/W/41), la Suisse (WT/COMTD/W/44), le Canada (WT/COMTD/LDC/M/11, paragraphe 16), l'Égypte (WT/COMTD/W/47 et Add.1), Maurice (WT/COMTD/W/53) et les États-Unis (WT/COMTD/N/1/Add.2). Elles sont très différentes quant à la portée, et au champ d'application.

⁷ Reproduit dans le document WT/L/304.

⁸ Reproduit dans le document WT/LDC/HL/1/Rev.1.

A. BUTS ET OBJECTIFS

8. L'objectif du Cadre intégré, tel qu'il a été avalisé par les participants à la Réunion de haut niveau, est "d'accroître les avantages que les pays les moins avancés tirent de l'assistance technique liée au commerce qui leur est fournie par les six organisations associées à l'élaboration du Cadre, ainsi que par d'autres sources multilatérales, régionales et bilatérales, en vue de les aider à élargir leurs possibilités commerciales, à répondre aux exigences du marché et à s'intégrer dans le système commercial multilatéral."⁹

9. Le document relatif au Cadre intégré indique que ce dernier a pour objet:

- i) d'assurer que les activités d'assistance technique liées au commerce soient organisées en fonction de la demande des pays les moins avancés et répondent efficacement à leurs besoins individuels. Il convient donc de tenir compte des différences existant entre les niveaux de développement et les structures économiques des pays, de leurs caractéristiques physiques comme leur situation géographique (par exemple, pays sans littoral, îles) et d'autres facteurs qui conditionnent la capacité de ces pays à répondre, au niveau de l'offre, aux signaux du marché et aux initiatives proposées. Les activités relevant du Cadre intégré seront en général organisées à l'échelon national, mais elles pourront, s'il y a lieu, être menées aux niveaux régional ou sous-régional;
- ii) d'accroître le contrôle exercé par chacun des pays les moins avancés sur les activités d'assistance technique liées au commerce qui sont organisées. Il s'agit là d'une caractéristique fondamentale du Cadre. La coordination de la mise en oeuvre et de la surveillance des activités relevant du Cadre intégré à l'échelon national sera principalement assurée par le pays concerné;
- iii) de permettre à chaque organisation participante d'être plus efficace et plus performante lorsqu'elle met sur pied des activités d'assistance technique liées au commerce. Le Cadre permettra à chaque organisation d'élaborer et d'ajuster ses mesures en fonction des besoins des pays les moins avancés, compte tenu de tous les renseignements existants sur les besoins spécifiques de chaque pays et sur les activités en cours ou à l'état de projets des autres organisations concernant le domaine de l'assistance technique liée au commerce. Les activités menées dans ce domaine par toutes les organisations pourront ainsi être convenablement coordonnées, programmées et synchronisées;
- iv) de réexaminer régulièrement les activités d'assistance technique liées au commerce menées dans les différents pays les moins avancés, d'évaluer périodiquement leur capacité à répondre aux besoins des pays, d'étudier l'évolution de ces besoins et d'adapter en conséquence le programme des activités;
- v) de fournir des renseignements complets sur les besoins spécifiques de chacun des pays les moins avancés et sur les activités d'assistance technique liées au commerce des six organisations participantes aux autres organisations intergouvernementales compétentes aux niveaux multilatéral et régional, aux partenaires bilatéraux de développement et au secteur privé.

⁹ WT/LDC/HL/1/Rev.1.

B. MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTÉGRÉ: ÉTAPES ET PROCÉDURES

10. Bien que le Cadre intégré se compose de huit volets¹⁰, dans la pratique il comporte les cinq grandes étapes suivantes:

- a) évaluation des besoins établie par chacun des PMA;
- b) réponses intégrées des six organisations faîtières: Banque mondiale, CCI, CNUCED, FMI, OMC et PNUD;
- c) élaboration d'un programme pluriannuel par pays et tenue d'une table ronde;
- d) mise en œuvre et surveillance des activités d'assistance technique liées au commerce; et
- e) évaluation régulière par le personnel des six organisations faîtières et par les fonctionnaires des pays les moins avancés.

C. RÉALISATIONS¹¹

11. À ce jour, 40 des 48 PMA ont procédé à une évaluation de leurs besoins qui a été adressée aux six organisations faîtières. Celles-ci ont formulé des réponses intégrées à toutes les évaluations des besoins qu'elles ont examinées. Ces réponses intégrées visent à garantir que l'organisation qui possède les compétences requises pour la fourniture d'un certain type d'assistance technique liée au commerce est bien celle qui réalise l'activité, que les chevauchements et faibles emplois sont évités et que les activités se déroulent de la manière la plus efficace possible. Près de 15 pour cent des 2 000 activités mentionnées dans les réponses intégrées sont des activités communes à deux ou plusieurs des six organisations faîtières.¹²

12. Suite à l'élaboration des réponses intégrées, quelque 20 PMA avancés se sont dits intéressés par l'organisation d'une table ronde à laquelle participeraient les six organisations ainsi que d'autres partenaires de développement multilatéraux et bilatéraux. Lors de la préparation des tables rondes, une organisation est habituellement choisie par le PMA pour être l'"organisation chef de file". Dans la majorité des cas, il s'agit soit du PNUD soit de la Banque mondiale, du fait de leur présence dans les

¹⁰ Ces huit volets sont les suivants: i) évaluation des besoins établie par chacun des PMA; ii) réponses intégrées des six organisations faîtières; iii) tables rondes par pays; iv) coordination entre les six organisations participantes; v) financement; vi) mise en œuvre et surveillance; vii) réexamen et évaluation des programmes par pays; et viii) tenue et publication d'un répertoire central (WT/LDC/HL/1/Rev.1, paragraphe 5).

¹¹ Voir le tableau ci-joint sur l'"état de la mise œuvre du Cadre intégré".

¹² Sur la liste indicative des activités conjointes qui sont actuellement menées à bien dans le cadre des réponses intégrées figurent notamment les travaux relatifs à la modernisation et à l'informatisation des systèmes douaniers conduits par la CNUCED, le FMI et le PNUD; les séminaires régionaux conjoints Banque mondiale-OMC sur le système commercial multilatéral et l'utilisation du commerce en tant qu'outil de développement; la conception et la mise en œuvre de projets par le CCI, la CNUCED et l'OMC dans le cadre du programme d'assistance technique intégré conjoint (JITAP), dans quatre PMA africains; les activités d'assistance technique en vue de l'accession à l'OMC menées par la CNUCED et le PNUD; les séminaires nationaux organisés par l'OMC dans les PMA avec la participation du CCI, de la CNUCED et du PNUD; les missions de programmation conjointes CCI/CNUCED et la mise en œuvre conjointe CCI/CNUCED de projets financés par le PNUD. Certaines de ces activités conjointes sont mises en œuvre en association avec d'autres partenaires de développement des PMA tels que l'OMPI, l'ONUDI et la FAO; il convient de mentionner aussi les projets de diversification des exportations de la Banque mondiale, auxquels participent d'autres organisations et des donateurs bilatéraux.

pays concernés et de leur expérience en ce qui concerne l'organisation de réunions de donateurs. Si nécessaire, des consultants nationaux ou internationaux sont chargés d'aider le gouvernement à préparer la table ronde. Celle-ci est destinée à donner au gouvernement du PMA l'occasion d'expliquer la place que tient le commerce dans sa stratégie de développement globale et de présenter ses priorités en matière d'assistance technique liée au commerce; de persuader les donateurs potentiels des besoins de son pays en la matière; et d'obtenir des engagements pour le financement des activités en question.

13. À l'époque de la Conférence ministérielle de Seattle, quatre tables rondes auront été organisées: avec l'Ouganda, la Tanzanie, Haïti et la Gambie.¹³ Compte tenu de l'expérience acquise à l'occasion de la table ronde organisée en Ouganda et des suggestions des Membres, un certain nombre de mesures ont été prises pour faciliter le processus de préparation. Deux documents ont été élaborés pour aider d'autres PMA à se préparer pour les tables rondes.¹⁴ Des ateliers de lancement destinés à accélérer le démarrage du processus et à obtenir un engagement de toutes les parties prenantes, y compris les nombreux ministères des PMA, le secteur privé, etc., les organisations internationales et les donateurs bilatéraux, ont été organisés par certains PMA.¹⁵ Des réunions informelles préalables ont été tenues à Genève pour la Gambie, Haïti et la Tanzanie, et ont rassemblé des représentants des missions à Genève ainsi que des représentants des organisations faîtières et d'autres organisations.¹⁶ À ces réunions, les représentants des gouvernements ont exposé aux donateurs potentiels leurs projets prioritaires, ont échangé des vues sur l'environnement politique et se sont enquis d'éventuels engagements.

14. Dans d'autres PMA les six organisations faîtières mettant en œuvre des activités qui n'exigent pas de financement supplémentaire, c'est-à-dire la grande majorité des activités qu'elles ont mentionnées dans leurs réponses intégrées. Près de 50 pour cent des 2 000 activités indiquées par les six organisations dans leurs réponses intégrées ont été menées à bien ou sont proches de leur terme. On trouvera des renseignements à ce sujet ainsi que d'autres informations pertinentes relatives au Cadre intégré sur le site Web (<http://www.lcds.org>) de l'Unité administrative conjointe du Cadre intégré, qui est située au Centre de commerce international.

D. DÉFIS ET RÉPONSES

15. Le processus de mise en œuvre du Cadre intégré a été très instructif pour toutes les parties participantes. En particulier, il a permis de souligner l'importance de la prise en main du processus par les pays les moins avancés et de mettre l'accent sur la coordination des activités d'assistance technique liées au commerce dans ces pays, entre les six organisations faîtières, d'autres organisations intergouvernementales et les donateurs. À cet égard, un certain nombre d'organisations intergouvernementales, de partenaires de développement régionaux et bilatéraux se sont dits prêts à

¹³ Ouganda, 11 décembre 1998; Tanzanie, 14 octobre 1999; Haïti, 11-12 novembre 1999; et Gambie, 23-24 novembre 1999. Les gouvernements du Bangladesh et de l'Éthiopie ont également mis au point leur documentation et demandé aux six organisations de les aider à trouver une date appropriée pour la tenue d'une table ronde.

¹⁴ Un document d'orientation générale et un calendrier indicatif sont réunis sous la cote WT/COMTD/LDC/W/15.

¹⁵ Bangladesh, Djibouti, Gambie, Haïti, Tanzanie et Zambie.

¹⁶ La Guinée, le Mali et le Togo ont aussi demandé la tenue de réunions informelles de ce type, dans le cadre des examens de leur politique commerciale.

travailler avec les pays les moins avancés et les six organisations faîtières dans le contexte du Cadre intégré.¹⁷

16. Certaines critiques entendues sont liées au fait que certains gouvernements de PMA et certaines organisations internationales comptaient que le Cadre intégré entraînerait des financements supplémentaires. Il convient de rappeler que, lorsque les Membres ont entériné le Cadre intégré à la Réunion de haut niveau de 1997 pour les pays les moins avancés, il n'avait pas été prévu d'affecter des ressources supplémentaires à sa mise en œuvre. Les six organisations participantes ont été invitées à mettre en œuvre le Cadre intégré en utilisant les gains d'efficacité qui découleraient de la coordination des projets existants et d'une éventuelle redéfinition des priorités. Toutefois, la question du financement du processus préparatoire et des programmes au titre du Cadre intégré continue de se poser.

17. D'autres critiques ont été formulées au sujet de la lenteur et du caractère bureaucratique du processus. La coordination est souvent difficile, puisqu'au titre du Cadre intégré, elle doit être réalisée entre 48 PMA, les six organisations faîtières et les autres partenaires multilatéraux et la communauté des donateurs bilatéraux. Elle s'est révélée particulièrement ardue dans les pays les moins avancés où il s'agit d'assurer la liaison entre un grand nombre de ministères et d'autres organismes gouvernementaux ainsi que le secteur privé et les organisations non gouvernementales locales. La coordination au sein de certaines des organisations et des organismes donateurs s'est aussi parfois révélée plus difficile que prévu, tout comme la coordination entre toutes les parties prenantes. Toutefois, même si le processus est lent, ces problèmes de coordination semblent être progressivement surmontés.

18. Les pays les moins avancés ont critiqué le Cadre intégré qu'ils estimaient ne pas être à la hauteur de leurs attentes; ils comptaient en effet que les aspects suivants seraient traités à l'occasion de sa mise en œuvre: contraintes pesant sur l'offre, besoins en matière d'infrastructures, renforcement des capacités et des institutions liées au commerce. Il a aussi été suggéré de revoir le questionnaire sur l'évaluation des besoins compte tenu du fait que les pays les moins avancés sont chargés d'indiquer les projets prioritaires dans le cadre de leurs programmes pluriannuels.

19. Les questions liées au commerce ne sont peut-être qu'un des nombreux aspects des programmes de développement et de réduction de la pauvreté menés par les gouvernements des pays les moins avancés et les principales organisations internationales. Toutefois, le Cadre intégré a contribué à faire ressortir l'importance du rôle multiple que joue le commerce dans le développement et à mieux le faire comprendre tant au niveau gouvernemental qu'au niveau international.

20. Certaines des réalisations du Cadre intégré sont difficiles à quantifier. L'amélioration de la communication entre les divers ministères concernés par les questions liées au commerce dans les PMA constitue un progrès, qui devrait aboutir à l'élaboration de politiques commerciales plus efficaces et plus cohérentes et contribuer au renforcement des institutions dans ces pays. Les ministères s'occupant du commerce et les organismes d'aide des pays donateurs ont également amélioré leur coordination, ce qui pourrait se traduire par une plus grande efficacité de l'assistance apportée aux pays les moins avancés dans le domaine du commerce. Un autre progrès, et non des

¹⁷ Sur la base des renseignements fournis à l'Unité administrative, il apparaît que 12 partenaires multilatéraux ont désigné un agent de liaison pour assurer la coordination avec d'autres parties participant au Cadre intégré. Parmi ces partenaires multilatéraux figurent la Banque asiatique de développement (BASD), le Secrétariat du Commonwealth, le Fonds commun des produits de base (CFC), la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Secrétariat du Forum, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale de normalisation (ISO), la Banque islamique de développement (BISD), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), l'Organisation mondiale des douanes (OMD) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

moindres, tient au fait que les questions commerciales occupent désormais une place centrale dans les travaux des principales organisations de développement venant en aide aux pays les moins avancés. Cette évolution ressort clairement des tables rondes qui ont actuellement lieu sous les auspices du PNUD et de la Banque mondiale.

21. Le Sous-Comité des pays les moins avancés de l'OMC offre un cadre pour des échanges de vues sur les préoccupations et les problèmes suscités par la mise en œuvre du Cadre intégré. À la dix-septième session du Sous-Comité, il a été convenu que les préoccupations exprimées et les grands problèmes que le Cadre intégré doit traiter seraient étudiés dans le contexte du réexamen du Cadre prévu au paragraphe 6 du document le concernant¹⁸, qui doit commencer au début de l'an 2000. Les six organisations faîtières, les pays les moins avancés et les autres partenaires de développement seront associés à ce réexamen. En outre, les organisations participant au Cadre intégré ont formulé un certain nombre de propositions qui seront examinées au cours des prochains mois.

IV. ACCESSION À L'OMC

22. À la Réunion de haut niveau, il a été recommandé à l'OMC d'intensifier ses efforts pour aider les pays les moins avancés ayant engagé le processus d'accession. Actuellement, sept PMA ont engagé ce processus au titre de l'article XII de l'Accord sur l'OMC, à savoir le Bhoutan, le Cambodge, le Népal, la République démocratique populaire lao, le Samoa, le Soudan et Vanuatu. Ce dernier est le pays dont le processus d'accession est le plus avancé, la version définitive du rapport du Groupe de travail et des listes de concessions et d'engagements concernant les marchandises et les services étant en cours d'élaboration. Le Cambodge, le Népal et le Soudan ont distribué leurs aide-mémoire sur leur régime de commerce extérieur et leur processus d'accession devrait se poursuivre en l'an 2000. Le Cap-Vert, l'Éthiopie et le Yémen, qui ont également le statut d'observateur auprès de l'OMC, n'ont pas encore présenté de demande d'accession au titre des procédures prévues à l'article XII.

23. Étant donné le manque de ressources financières et humaines, le Secrétariat fournit à ces pays une assistance technique spéciale et ciblée, notamment pour ce qui est d'élaborer la législation de base afférente à l'OMC, de former des fonctionnaires et de réduire au minimum le nombre des réunions du groupe de travail en faisant en sorte que celles qui ont lieu soient aussi fructueuses que possible. Toutefois, dans le cadre de la préparation de la Conférence de Seattle, les représentants des pays les moins avancés ont, à maintes reprises, évoqué la lourdeur du processus d'accession et la nécessité de l'accélérer.

V. EXAMENS DES POLITIQUES COMMERCIALES

24. À la Réunion de haut niveau, il a également été recommandé à l'OMC, en relation directe avec ses travaux, de donner suite en priorité aux demandes d'examens des politiques commerciales présentées par les pays les moins avancés et d'aider ceux-ci à se préparer à leurs examens. Dans le rapport qu'il a présenté à la Conférence ministérielle de Singapour, l'Organe d'examen des politiques commerciales avait indiqué qu'il fallait veiller à ce qu'une plus grande place soit faite dans son programme aux pays les moins avancés.

25. À la fin de 1999, 120 examens (113 si l'on compte pour un les examens groupés) auront été effectués depuis la création du mécanisme. Ils ont porté sur 71 Membres, les Communautés européennes (CE) comptant pour un. Dix examens de PMA ont eu lieu depuis 1989¹⁹, et sept depuis

¹⁸ WT/LDC/HL/1/Rev.1.

¹⁹ Les pays les moins avancés ayant fait l'objet d'un examen depuis la création du mécanisme d'examen des politiques commerciales sont les suivants: Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Guinée, Îles Salomon, Lesotho, Mali, Ouganda, Togo et Zambie.

la Conférence ministérielle de Singapour. Actuellement, le programme pour l'an 2000 comprend les examens de deux PMA, le Bangladesh et la Tanzanie. D'autres examens des politiques commerciales pourraient avoir lieu si davantage de fonds étaient disponibles.

26. Les examens des politiques commerciales des pays les moins avancés ont servi à comprendre la structure des politiques commerciales en vigueur et son rapport avec les Accords de l'OMC. Ils ont aussi servi à fournir une assistance technique aux Membres concernés, notamment en les aidant à mieux comprendre les Accords de l'OMC et à mieux les respecter; dans certains cas, ils ont facilité l'interaction entre organismes publics. Étant donné leur vaste portée, les rapports du Secrétariat permettent aussi aux Membres de voir ce qui ne va pas dans leur politique et de définir les domaines spécifiques dans lesquels ils pourraient avoir besoin d'une assistance technique supplémentaire.

27. Le Secrétariat de l'OMC a apporté un soutien spécial aux pays les moins avancés dont les politiques commerciales faisaient l'objet d'un examen. Ce soutien a consisté à expliquer aux fonctionnaires de ces pays ce qu'ils devaient faire figurer dans leurs rapports mais aucune assistance ne leur a été fournie pour la rédaction de ces rapports. Par ailleurs, l'OMC a octroyé les fonds nécessaires pour permettre à deux fonctionnaires des PMA soumis à examen de venir à Genève pour assister aux examens des politiques commerciales. À Genève, le Secrétariat de l'OMC a mis au service de ces fonctionnaires, lors des examens des politiques commerciales, un fonctionnaire et des secrétaires chargés de les aider, par exemple, à préparer leurs réponses aux questions posées.

VI. PROJET DE L'OMC VISANT À METTRE LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

28. Les activités de l'OMC en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement ont pour objet de permettre à ces pays d'utiliser les technologies de l'information pour accéder aux renseignements et à la formation fournis par l'OMC. Le projet, qui a vu le jour après la Conférence de haut niveau, recouvre les quatre domaines suivants:

A. ÉTABLISSEMENT DE CENTRES DE RÉFÉRENCE DE L'OMC

29. Depuis octobre 1997, l'OMC a doté de matériel informatique et de connexions à Internet les 68 Centres de référence établis dans 38 PMA et 30 pays en développement et a dispensé une formation à leur personnel. Les Ministères du commerce de ces pays utilisent les Centres de référence pour accéder aux renseignements et au matériel de formation fournis par l'OMC, via Internet et sur CD-ROM. Par l'intermédiaire d'un service centralisé d'assistance basé à Genève qui fournit un appui et des avis techniques pour résoudre les problèmes informatiques et qui coordonne les réponses des diverses divisions de l'OMC, l'OMC aide les Centres de référence à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent pour se reconnecter à Internet.

30. L'OMC a mis à la disposition des Centres de référence un certain nombre de programmes de formation interactifs ainsi qu'un kit de conformité An 2000 sur CD-ROM, afin de garantir que les Centres ne rencontreront pas de problèmes avec leurs ordinateurs lorsqu'il s'agira d'effectuer le passage à l'an 2000.

B. FORMATION

31. Selon les fonctionnaires des pays les moins avancés et d'autres pays en développement, la formation reste la première priorité si l'on veut que ces pays puissent développer les compétences nécessaires pour utiliser efficacement Internet et les outils de formation et d'information sur CD-ROM. Ces 18 derniers mois, quelque 1 500 fonctionnaires chargés des questions commerciales des ministères du commerce des PMA et des pays en développement ont reçu une formation en matière d'accès aux documents de l'OMC en ligne. La formation offerte va de l'utilisation d'un ordinateur et d'Internet, pour les débutants, à des applications plus sophistiquées telles que l'utilisation

du mécanisme de diffusion des informations ou la création de base de données avec ACCESS. La formation a été dispensée dans les capitales pendant l'établissement des Centres, ainsi que par le biais du Réseau mondial pour l'enseignement à distance de la Banque mondiale. Des séances de formation et d'évaluation se sont déroulées à Genève, à ces occasions, les fonctionnaires responsables des Centres de référence ont également eu la possibilité de donner leur avis sur la manière d'améliorer le fonctionnement de ces Centres, en faisant part de leurs expériences aux fonctionnaires d'autres pays et au Secrétariat de l'OMC.

32. Le projet visant à mettre les technologies de l'information au service du développement, mené conjointement avec la Banque mondiale, est axé sur l'élaboration et l'amélioration d'outils d'information et de formation à l'intention des fonctionnaires chargés des questions commerciales des pays les moins avancés et des pays en développement. Les applications particulières qui ont été mises au point sont les suivantes:

- Versions sur papier et en format électronique des Guides trilingues, sur l'OMC et sur l'OMC et les pays en développement. Ces Guides ont été distribués à grande échelle dans les pays les moins avancés et les pays en développement. D'après les estimations, quelque 60 000 exemplaires ont été téléchargés à partir du site Internet de l'OMC au cours de l'année dernière.
- Modules de formation sur CD-ROM. Il s'agit de cours de formation interactifs sur CD-ROM multimédia. Les deux premiers modules sont consacrés à l'Accord sur les textiles (trois heures de cours) et à une approche progressive de l'utilisation des renseignements et de la formation fournis par l'OMC. Ces deux modules figurent sur un seul CD-ROM disponible en trois langues: français, anglais et espagnol. Parmi les nouveautés de cette bibliothèque de cours de formation électroniques figurent des modules concernant l'Accord SPS et les pays en développement ainsi que l'Accord sur les ADPIC et les pays en développement.

E. SITE INTERNET CONJOINT OMC/BANQUE MONDIALE

33. Le site Internet créé conjointement avec la Banque mondiale et le Centre du commerce et du développement a été amélioré grâce à l'ajout de nouvelles monographies concernant les pays les moins avancés et les pays en développement. Le site permet en outre aux utilisateurs d'accéder à un ensemble de forums en ligne organisés en collaboration avec des spécialistes de la Banque mondiale et consacrés aux intérêts des pays les moins avancés et des pays en développement. Le forum le plus récent, qui avait pour thème les pays les moins avancés et la Conférence ministérielle de Seattle, a attiré plus de 400 participants.

F. BIBLIOTHÈQUE DE CD-ROM

34. Cette bibliothèque, qui contient onze CD-ROM, permet à chaque Centre de référence d'accéder aux versions trilingues du texte des résultats complets du Cycle d'Uruguay, des examens des politiques commerciales, des publications de la série IBDD, ainsi qu'à d'autres précieux outils de référence et d'information à l'intention des fonctionnaires chargés des questions commerciales.

ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTÉGRÉ

PAYS	ÉVALUATION DES BESOINS	RÉPONSE INTÉGRÉE ²⁰	CONSULTATIONS ²¹	TABLE RONDE
Afghanistan				
Angola	WT/COMTD/IF/13 11.2.98	WT/COMTD/IF/13 11.2.98		
Bangladesh	WT/LDC/HL/12/Add.1 24.10.97	WT/COMTD/IF/1	A.L.: juin 1999	
Bénin	WT/COMTD/IF/14 et Add.1 12.2.98 et 4.3.98	WT/COMTD/IF/14 et Add.1 12.2.98 et 4.3.98		
Bhoutan	WT/COMTD/IF/35 17.9.98	WT/COMTD/IF/35 17.9.98		
Burkina Faso	WT/COMTD/IF/24 15.4.98	WT/COMTD/IF/24 15.4.98		
Burundi	WT/COMTD/IF/15 18.2.98	WT/COMTD/IF/15 18.2.98		
Cambodge	WT/COMTD/IF/36 18.9.98	WT/COMTD/IF/36 18.9.98		
Cap-Vert	WT/COMTD/IF/25 15.4.98	WT/COMTD/IF/25 15.4.98		
Rép. centrafricaine	WT/COMTD/IF/16 18.2.98	WT/COMTD/IF/16 18.2.98		
Tchad	WT/LDC/HL/12/Add.2 24.10.97	WT/COMTD/IF/2		
Comores	WT/COMTD/IF/26 29.4.98	WT/COMTD/IF/26 29.4.98		

²⁰ Les évaluations des besoins et les réponses intégrées concernant 12 PMA ont été présentées à la Réunion de haut niveau les 27 et 28 octobre 1997, dans la série de documents WT/LDC/HL/12/Add.1-12. Ces renseignements sont parus de nouveau dans les documents WT/COMTD/IF/1-12.

²¹ Il s'agit des réunions informelles des donateurs précédant les tables rondes tenues à l'OMC ou localement, des ateliers de lancement (A.L.) et des consultations tenues en marge de l'examen des politiques commerciales dans le cadre de l'OMC (EPC).

PAYS	ÉVALUATION DES BESOINS	RÉPONSE INTÉGRÉE ²⁰	CONSULTATIONS ²¹	TABLE RONDE
République démocratique du Congo	WT/COMTD/IF/17 17.2.98	WT/COMTD/IF/17 17.2.98		
Djibouti	WT/LDC/HL/12/Add.3 23.10.97	WT/COMTD/IF/3	A.L.: octobre 1999	
Guinée équatoriale	WT/COMTD/IF/18 3.3.98	WT/COMTD/IF/18 3.3.98		
Érythrée				
Éthiopie	WT/COMTD/IF/19 26.2.98	WT/COMTD/IF/19 26.2.98	Avant la table ronde: fin novembre 1999	
Gambie	WT/COMTD/IF/20 26.2.98	WT/COMTD/IF/20 26.2.98	A.L.: premier semestre 1999 Avant la table ronde: septembre 1999	Genève, novembre 1999
Guinée	WT/LDC/HL/12/Add.4 24.10.97	WT/COMTD/IF/4	EPC: février 1999	
Guinée-Bissau	WT/COMTD/IF/27 2.4.98	WT/COMTD/IF/27 2.4.98		
Haïti	WT/LDC/HL/12/Add.5 27.10.97	WT/COMTD/IF/5	A.L.: juillet 1999 Avant la table ronde: octobre 1999	Port-au-Prince, novembre 1999
Kiribati				
Laos	WT/COMTD/IF/28 27.3.98	WT/COMTD/IF/28 27.3.98		
Lesotho	WT/COMTD/IF/21 26.2.98	WT/COMTD/IF/21 26.2.98		
Libéria				
Madagascar	WT/LDC/HL/12/Add.6 24.10.97	WT/COMTD/IF/6		
Malawi	WT/COMTD/IF/37 18.9.98	WT/COMTD/IF/37 18.9.98		
Maldives	WT/COMTD/IF/22 26.2.98	WT/COMTD/IF/22 26.2.98		

PAYS	ÉVALUATION DES BESOINS	RÉPONSE INTÉGRÉE ²⁰	CONSULTATIONS ²¹	TABLE RONDE
Mali	WT/LDC/HL/12/Add.7 23.10.97	WT/COMTD/IF/7	EPC: novembre 1998	
Mauritanie	WT/COMTD/IF/23 3.3.98	WT/COMTD/IF/23 3.3.98		
Mozambique	WT/COMTD/IF/29 6.4.98	WT/COMTD/IF/29 6.4.98		
Myanmar	WT/COMTD/IF/40 1.8.99	WT/COMTD/IF/40 1.8.99		
Népal	WT/LDC/HL/12/Add.8 24.10.97	WT/COMTD/IF/8	A.L.: (Bangladesh, juin 1999) ²²	
Niger	WT/COMTD/IF/30 14.4.98	WT/COMTD/IF/30 14.4.98		
Rwanda	WT/COMTD/IF/38 17.9.98	WT/COMTD/IF/38 17.9.98		
Samoa	WT/COMTD/IF/31 2.4.98	WT/COMTD/IF/31 2.4.98		
Sao Tomé-et-Principe	WT/COMTD/IF/39 21.9.98	WT/COMTD/IF/39 21.9.98		
Sierra Leone				
Îles Salomon	WT/COMTD/IF/32 2.4.98	WT/COMTD/IF/32 2.4.98		
Somalie				
Soudan	WT/COMTD/IF/33 8.4.98	WT/COMTD/IF/33 8.4.98		
Tanzanie	WT/LDC/HL/12/Add.9 27.10.97	WT/COMTD/IF/9	A.L.: août 1999 Avant la table ronde: octobre 1999	Dar es Salaam, octobre 1999 ²³

²² Un représentant du gouvernement a assisté et participé à l'atelier de lancement qui s'est tenu à Dacca (Bangladesh) en juin 1999.

²³ Il a été pris note, à la réunion, des manifestations d'intérêt/de soutien; des engagements formels devraient être pris à la prochaine réunion du Conseil général en 2000.

PAYS	ÉVALUATION DES BESOINS	RÉPONSE INTÉGRÉE²⁰	CONSULTATIONS²¹	TABLE RONDE
Togo	WT/COMTD/IF/34 8.4.98	WT/COMTD/IF/34 8.4.98	EPC: janvier 1999	
Tuvalu				
Ouganda	WT/LDC/HL/12/Add.10 27.10.97	WT/COMTD/IF/10		Kampala, décembre 1998
Vanuatu	WT/LDC/HL/12/Add.11 27.10.97	WT/COMTD/IF/11		
Yémen				
Zambie	WT/LDC/HL/12/Add.12 27.10.97	WT/COMTD/IF/12	A.L.: octobre 1999	